



Extrait du UJFP

<http://ujfp.org/spip.php?article4605>

Après les déclarations de Messieurs Meyer Habib et Manuel Valls à l'Assemblée Nationale le 16 décembre 2015

UJFP

Communiqués de l'UJFP -
Date de mise en ligne : mardi 22 décembre 2015

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

La crise du régime politique français révélée par les réactions aux attentats du 13 novembre et soulignée par les résultats des élections régionales, n'a fait que découvrir un peu plus le visage ultralibéral de notre actuel gouvernement.

On n'hésite plus à parler de suppression des notions gauche/droite et pour cause...

Or aujourd'hui, qui dit ultralibéral dit sioniste radical, et la parole sioniste, devenue parole occidentale, se retrouve jusqu'au plus haut niveau de l'Etat.

La partition jouée le 16 décembre par Mrs Meyer Habib et M Manuel Valls à l'Assemblée Nationale à propos de la campagne internationale BDS - Boycott, Désinvestissement et Sanctions - initiée par la société civile palestinienne tout entière en 2005, leur appréciation commune sur la nature démocratique du régime israélien, les propos racistes et islamophobes tenus par Meyer Habib évoquant « la gangrène islamique » [1] et non condamnés par le premier ministre, nous éclairent, mieux que tout, sur la concordance politique et les objectifs communs que partagent les partis de ces deux personnages et, plus généralement, l'essentiel de la classe politique française.

Les attentats du 13 novembre dernier à Paris, ont marqué une offensive ultra - sécuritaire en France qui cherche au passage à identifier la résistance palestinienne au terrorisme de Daech, et fait d'Israël une victime en miroir avec la France du 13 novembre. C'est ainsi que nous avons vu des députés comme Julien Dray expliquer que les méthodes israéliennes antiterroristes devaient être adoptées par la France [2], tout comme nous avons vu Valérie Pécresse adresser par courrier à ses « compatriotes juifs » des serments d'allégeance à la cause sioniste.

Cette résurgence des pires amalgames dans le discours de la classe politique française, hier pour rallier l'électorat juif, aujourd'hui à l'Assemblée Nationale pour attaquer la campagne BDS, stigmatiser nos concitoyens musulmans, tend à replacer Israël au coeur du débat politique national où dominant des discours racistes et islamophobes.

En réintroduisant la question du BDS dans le débat français, celle de son prétendu antisémitisme, en qualifiant d'antisémite le combat contre le sionisme [3] et en stigmatisant des pans entiers de la société civile française - principalement les jeunes des quartiers populaires - le gouvernement et ses alliés nous confirment l'inscription totale de leur vision politique dans celle de la politique du choc des civilisations, dans celle du combat de l'Occident (devenu judéo-chrétien) contre le monde musulman dans son ensemble.

Dans leur volonté - ici, en France - de continuer à nous diviser et à nous dresser les uns contre les autres pour mieux nous réprimer, et retarder au maximum la nécessaire unité que nous devons réaliser pour résister efficacement aux menaces qu'ils font peser sur la démocratie et nos libertés à toutes et tous.

Le soutien raisonné par un nombre de plus en plus important de nos concitoyens au combat légitime du peuple palestinien, la condamnation par les mêmes de la politique d'apartheid israélienne, de sa politique de conquêtes et de colonisation ; les crimes de toute nature commis à Gaza, dans les Territoires Palestiniens Occupés, en Israël même, sont au coeur de leur adhésion à la campagne BDS.

Nul ne peut en inverser la dynamique !

Ce soutien traduit, en ce début du XXI^e siècle, la réflexion de chacun sur cette dernière expression du colonialisme européen des XIX^e et XX^e siècles qu'est le sionisme, son ultime visage tel que nous l'observons à travers les discours et les pratiques du gouvernement israélien actuel d'extrême droite conduit par Benjamin Netanyahu : apartheid, épuration ethnique, colonisation, occupation, crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

Ce soutien traduit également la réflexion de chacun sur les dangers qui pèsent sur le droit international en général, sur le droit humanitaire international, sur le droit des peuples à disposer d'eux mêmes, à être secourus, à être protégés, sur le peu de cas qu'en font les pays occidentaux, à l'image de leur protégé israélien.

La dénonciation du sionisme est aujourd'hui tout cela : une expression contemporaine de la condamnation du colonialisme, une expression contemporaine de la solidarité internationale, une expression contemporaine de cette exigence de justice pour tous les peuples opprimés à travers le monde, pour le peuple palestinien en particulier, symbole absolu de tous les renoncements et de toutes les trahisons de la communauté internationale.

Messieurs Meyer Habib, Manuel Valls [\[4\]](#) et consorts n'y feront rien !

La politique coloniale de la France, son soutien indécent à Israël et à sa politique criminelle, les menaces que le gouvernement fait peser sur la société civile française aujourd'hui en particulier par l'état d'urgence, ses pratiques et sa prolongation, ne peuvent être masquées par leurs incantations sur l'antisémitisme, sur l'antisionisme, et leur haine vis-à-vis de la campagne BDS, son prétendu racisme.

En ce qui nous concerne, nous membres de l'UJFP, nous mobiliserons tous nos efforts dans la nécessaire lutte contre l'islamophobie, la nécessaire mobilisation pour la défense de nos libertés, dans l'affirmation de notre solidarité sans réserve avec toutes les victimes des guerres impériales qui ravagent le Moyen-Orient, dans notre solidarité absolue avec la lutte du peuple palestinien.

Tous nos efforts dans le renforcement de la campagne française BDS.

Le Bureau national de l'UJFP, le 18 décembre 2015.

[\[1\] La vidéo en témoignage](#), c'est bien la « gangrène islamique » que Meyer Habib a pourfendue dans son intervention. Et personne dans l'hémicycle de l'Assemblée Nationale n'a trouvé à y redire. Mais il a quand même fait rectifier [le compte rendu officiel](#), et la gangrène est devenue islamiste. C'est un peu comme si après la déclaration du Grand Rabbin Mordechaï Eliyahu proposant que pour chaque israélien tué, une nouvelle colonie soit créée en « Judée Samarie » et rappelant ce que veut la loi divine en terme de représailles justes : « mille arabes doivent mourir pour chaque étudiant talmudique tué », nous avions parlé de « gangrène judaïque », avant de rectifier prudemment en « gangrène sioniste »

[\[2\]](#) Mensonge ou ignorance crasse, [Julien Dray ose affirmer qu'il faut s'inspirer du modèle israélien](#) qui n'aurait jamais eu recours à des lois d'exception ! Or chaque année le parlement israélien renouvelle les lois d'exception instaurées par la puissance britannique mandataire en 1945 ! A moins de considérer que puisque l'exception étant permanente, elle n'a plus en effet rien d'exceptionnel, comme la constitutionnalisation de l'état d'urgence en France.

[\[3\]](#) Manuel Valls ne prononce pas l'égalité antisionisme = antisémitisme, il est trop prudent pour cela. Mais en disant que « trop souvent » il y a confusion entre critique de la politique israélienne et antisionisme qui « bascule » dans l'antisémitisme, que l'on « passe allègrement de l'antisionisme à l'antisémitisme », sans jamais en apporter la moindre preuve ni le moindre exemple, et en justifiant la réaction de Meyer Habib sans dénoncer ses amalgames, Manuel Valls valide le discours de Meyer Habib.

[4] Manuel Valls a présenté l'honorable parlementaire Meyer Habib comme représentant notamment les français résidant en Israël, il n'a pas rappelé que Meyer Habib est citoyen et résidant israélien. Meyer Habib, binational, pouvant être poursuivi pour apologie de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité en tant qu'il défend inconditionnellement la politique du gouvernement Netanyahu, pourra-t-il demain être privé de sa nationalité française ?